



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 8–21 avril 2021

En bref

Le taux de chômage a atteint 3,9% en mars au Mexique, selon l'INEGI, soit une hausse de 1% g.a.. La population active s'élève ainsi à 56 M de personnes, contre 57,4 M en mars 2020. Malgré cette contraction de la population active, les chiffres de mars représentent une amélioration après l'impact en 2020 sur la population active des suspensions d'activités liées à la pandémie de COVID-19. Sur les 12 M de personnes qui ont quitté la population active en avril 2020, environ 10,6 M ont retrouvé leur emploi en mars 2021.

LE CHIFFRE À RETENIR

+9,8%

Le commerce bilatéral
Mexique-Chine au cours des
deux premiers mois de 2021.

Zoom sur la tenue du 8^{ème} congrès du Parti Communiste cubain

Le 8^{ème} congrès du Parti communiste cubain (PCC) en 62 ans de Révolution s'est déroulé à La Havane du 16 au 19 avril 2021. Ce fut un moment « historique » pour le pays avec l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération, suite au retrait de la vie politique cubaine de Raul Castro et l'élection de Miguel Diaz-Canel, Président de la République, comme Secrétaire Général à la tête du parti. Le PCC, parti unique et « force dirigeante supérieure de la société et de l'Etat », est l'instance suprême orientant et coordonnant la vie politique, économique et sociale du pays dont les décisions sont ensuite déclinées à tous les niveaux de la société.

Lors de son dernier discours comme Secrétaire Général, Raul Castro a dénoncé « l'excès de bureaucratie et la corruption et a appelé à dynamiser le processus

d'actualisation du modèle économique et social lancé en 2008, afin de mieux combiner la planification de l'économie, la décentralisation et l'initiative privée ». Paradoxalement, il a confirmé à nouveau le rôle prépondérant de l'entreprise socialiste (publique) et la réticence à trop développer le secteur privé, pouvant être considérée comme « un affront aux valeurs sociales de la Révolution ». Faisant référence à la possibilité d'importation et l'autorisation de l'exercice d'activités professionnelles privées, il a souligné « qu'il y avait des limites qu'on ne pouvait pas franchir », correspondant à un retour en arrière et restreignant potentiellement les perspectives de développement du secteur non étatique.

En présence de 300 représentants des plus de 700 000 militants du parti, le congrès s'est tenu dans un contexte de crise économique, de pénuries et d'inflation sans précédent sur l'île. Quatre mois après la mise en place du processus de réunification monétaire, Cuba fait face à une situation économique dégradée. La dollarisation partielle de l'économie, ainsi que le faible impact, à ce stade, des mesures d'ouverture économique ne favorisent pas encore la reprise de l'économie cubaine. Par rapport à la mise à jour du modèle économique et social cubain approuvé lors du 7ème congrès du PCC en 2016, 165 lignes directrices de la politique économique du pays ont été modifiées, 92 supprimés et 35 ont été ajoutées, pour finalement en garder 200.



Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 21 avril 2021, le Mexique enregistrait 213 597 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +1,3% en une semaine. 2 315 811 cas confirmés ont été enregistrés (+1,1% en une semaine). Ainsi, après 11 semaines de baisse continue, les contaminations repartent à la hausse. Toutefois il ne s'agirait pas encore d'une 3ème vague selon les autorités. Le Président Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) a mis en scène sa vaccination avec Astra Zeneca afin de donner des gages à une population en proie à la défiance.

Le ministre des finances et du crédit public (SHCP), A. Herrera, a indiqué qu'à ce jour 15,8 Mds MXN (658 M EUR) ont été versés pour l'achat de vaccins contre le COVID-19. Selon lui, les 250 M de doses de vaccins achetés sont suffisants pour immuniser 134 M de mexicains.

2 FINANCES PUBLIQUES

5 ministères fédéraux, y compris celui de la santé, s'attendent à une réduction de leurs dépenses de 7,3 Mds MXN (304 M EUR). En effet, 13 des 26 agences de l'administration publique fédérale (APF) ont signalé des modifications de leurs dépenses au cours des deux premiers mois de l'année 2021, dont 5 ont procédé à des réductions et 8 ont prévu une augmentation des dépenses par rapport à leurs budgets initialement approuvés par le Congrès pour 2021. Parmi les agences connaissant une baisse des dépenses on compte le ministère des armées, de l'économie, de la marine, de l'environnement et de la santé. Les 8 autres agences prévoient quant à elles une augmentation des dépenses de 48,7 Mds MXN (2 Mds EUR).

3 ECONOMIE

Le déclin de l'activité économique au Mexique a ralenti au cours du mois de mars 2021, grâce à l'assouplissement des mesures de confinement, notamment dans le secteur des services, et aux progrès de la campagne de vaccination. L'indicateur global de l'activité économique (IGAE) a augmenté de 0,71% g.a. au cours du mois de mars 2021, soit sa plus forte progression en cinq mois. En janvier 2021, l'indice avait notamment chuté de 4,15%. En mars 2021, les activités secondaires ont baissé de 0,9%, tandis que le secteur tertiaire a enregistré une hausse de l'activité de 3,1%. Les prévisions tablent ainsi sur une croissance de l'économie de l'ordre de 0,3 ou 0,5% au T1 de 2020. Néanmoins, de nombreuses complications pourraient frapper l'économie mexicaine d'ici là, notamment une possible troisième vague de COVID-19 et des projets de lois à venir, impactant la confiance des entreprises.

Les perspectives de reprise de l'économie mexicaine continuent de s'améliorer. Selon la dernière enquête de Citibanamex, une croissance de 4,7% est à prévoir pour 2021, soit une amélioration de 10 points de base par rapport à l'enquête précédente. Toutefois, l'économie mexicaine ne retrouvera pas ses niveaux pré-pandémie avant 2023, et ce malgré l'impulsion que devrait donner le plan de relance fiscale étatsunien, selon le FMI. Notamment, la faiblesse des investissements qui devrait se poursuivre, et l'absence de soutien budgétaire solide dans le pays ralentiront la reprise.

L'indice des prix à la consommation est en hausse sur la première partie du mois d'avril 2021, et atteint un niveau jamais vu depuis fin 2017. L'inflation a ainsi progressé de 0,06% en données bihebdomadaires, tandis que le taux annuel s'est établi à 6,05%. Cette hausse est principalement due à la hausse des prix de l'énergie (+28,22%g.a.) en raison de l'augmentation des prix internationaux de

l'essence, et des biens non essentiels (+12,21%g.a.).

1200 PME auraient été sauvées de la crise économique liée au Covid-19 grâce aux crédits de la BID et du Conseil Mexicain des Affaires dans les domaines de l'automobile, les télécommunications, l'énergie et l'agroalimentaire en leur accordant des crédits pour faire face à la pandémie. 290 M USD ont notamment été distribués depuis avril 2020. Sur le plan national aucune aide de ce type n'a été mise en place.

Le commerce bilatéral avec la Chine a enregistré un niveau historique. La somme des exportations et des importations entre le Mexique et la Chine s'est élevée à 14,9 Mds USD au cours des deux premiers mois de 2021, ce qui représente une croissance annuelle de 9,8%. Les marchandises exportées par le Mexique à destination de la Chine ont notamment atteint 1,5 Mds USD, soit une hausse de 60,7%g.a.. Les importations mexicaines en provenance de Chine se sont quant à elles élevées à 13,4 Mds USD, soit en hausse de 6% g.a.. La Chine a ainsi représenté 10,9% du commerce total du Mexique avec le reste du monde au cours de deux premiers mois de 2021 et se positionne comme le deuxième partenaire commercial du pays.

Les Etats-Unis ont placé le Mexique sur la liste des pays sous surveillance pour les opérations de change. Toutefois, le ministère des finances et du crédit public (SHCP) a démenti le fait que le Mexique soit un pays manipulant son taux de change pour obtenir quelconque avantage dans le commerce international. Il a précisé que l'inclusion sur cette liste est due à un effet méthodologique dérivé du niveau atteint dans les échanges avec les Etats-Unis en 2020.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La réforme de la loi sur les hydrocarbures proposée par le président AMLO a été approuvée par les députés. Celle-ci provoque notamment la défiance des syndicats du secteur qui se sont mobilisés contre la loi. Elle donne à l'état le pouvoir de suspendre les activités des entreprises lorsqu'il estime qu'elles menacent la sécurité nationale, l'énergie ou l'économie du pays. Les experts lui reprochent ainsi d'augmenter l'incertitude et le risque pour les détenteurs de permis. Par ailleurs, la modification de l'article 13 de la loi enlève à la Commission de régulation de l'énergie son pouvoir de contrôle et de régulation sur les prix et les ventes d'essence de PEMEX. La réforme a également été approuvée en commission par le Sénat, malgré de sévères critiques notamment sur le fait de conditionner les permis à un niveau minimum de stockage.

Le Sénat a approuvé mardi 21 avril le projet de loi sur la sous-traitance dans le secteur privé. Le projet de loi sera envoyé au président AMLO pour promulgation après avoir été approuvé par les députés la semaine dernière. L'esprit de la réforme est l'interdiction de la sous-traitance du personnel, mais elle permet la sous-traitance de services spécialisés ou l'exécution de travaux spécialisés qui ne font pas partie de l'objet social ou de l'activité principale de l'entreprise. Dans les cas où la sous-traitance sera autorisée, les entreprises contractantes devront être inscrites au registre public du ministère du travail et de la protection sociale. Les sanctions pour la sous-traitance illégale seront également renforcées et assimilées à de la fraude fiscale : des amendes pouvant aller de 173 000 à 4 M MXN pourront être données à ceux ne respectant pas ces nouvelles dispositions. La réforme devrait ainsi éviter entre 300 et 500 Mds MXN d'évasion fiscale par an.

Un juge donne provisoirement raison à Bayer face au décret présidentiel interdisant le Glyphosate, dans le cadre d'un recours en justice, selon un communiqué de la firme allemande. Les autorités mexicaines ont entre-temps commencé à mettre en œuvre le décret en définissant des plafonds d'importation de la molécule pour 2021.

La Banque mondiale a annoncé l'octroi de deux prêts de respectivement 50 MUSD pour El Salvador et 20 MUSD pour le Honduras destinés à l'achat de vaccins et à la bonne mise en application des programmes de vaccination nationaux. Ces prêts auront une période de grâce de 5 ans et s'étaleront sur 18 ans pour El Salvador et 30 ans pour le Honduras.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 21/04/2021
Bourse (IPC)	+1,03%	+42,79%	48 867,62 points
Taux de change USD/MXN	-0,15%	-18,82%	19,90
Taux de change EUR/ MXN	+0,34%	-9,87%	23,95
Prix du baril mexicain	+0,07%	+734,13%	60,67

2. Belize

Suite à l'annonce du gouvernement de réduire de 10% les salaires des enseignants et de geler les augmentations pendant trois ans, les principaux syndicats du corps enseignant ont manifesté ces derniers jours. Les négociations se sont poursuivies et le gouvernement a proposé plusieurs compensations sous forme de terres ou de crédits pour récupérer les pertes liées à la baisse de salaire. Cette réforme s'inscrit dans une stratégie d'assainissement des finances publiques ayant pour objectif l'économie de 80 MUSD sur trois ans.

3. Costa Rica

Les agences de notation de crédit continuent de pointer le risque potentiel de faillite du Costa Rica. Fitch et Standard & Poor's (S&P) maintiennent en effet la note de B pour le Costa Rica, ce qui traduit ainsi un risque quant à l'assainissement des comptes publics et la soutenabilité de la dette. Les perspectives négatives pointées par les agences de notation ont des conséquences économiques non négligeables, puisqu'elles entraînent une baisse des investissements et une augmentation du taux de change et taux d'intérêt sur les marchés étrangers. L'accord de prêt conclu avec le FMI ne suffit donc pas à générer une amélioration de la notation, les agences de notation étant conscientes de la soumission des mesures budgétaires prises par le gouvernement à l'approbation du Congrès. Ainsi, réduire la fragmentation politique par une amélioration

Amérique centrale

1. Region

Le Guatemala et le Honduras ont contredit les dires de hauts fonctionnaires américains rapportant que ces deux pays avaient signé avec les Etats-Unis un accord pour freiner l'immigration illégale en renforçant la présence militaire aux frontières. Le porte-parole de la Maison Blanche avait notamment indiqué que 1.500 militaires guatémaltèques et 7.000 honduriens avaient été déployés pour renforcer la frontière, information partiellement exacte mais sans rapport avec un éventuel accord.

significative des relations entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée législative paraît être nécessaire à un assainissement des comptes publics costaricien. Seul un consensus politique relatif à la consolidation des finances publiques permettra au Costa Rica de sortir des radars des agences de notation.

Le marché de l'assurance costaricien n'a pas été épargné par la pandémie de Covid-19. Le choix de couverture sociale a en effet évolué avec la baisse des revenus des ménages. Alors que la crise sanitaire a amplifié, sinon révélé, de nouveaux risques sociaux tels que le chômage (augmentation de 3,6% de l'assurance complémentaire, soit 22 Mds USD), pour sa part l'assurance-vie a connu une diminution de plus de 6% de ses assurés. Également, l'assurance obligatoire a connu avec la pandémie une chute de 6,1% (soit 13 Mds USD), provoquée notamment par la suspension des contrats de travail et la fermeture des entreprises.

La réforme de l'emploi public, actuellement en cours au Costa Rica, affectera la relance économique selon un groupe d'économistes de l'Université Nationale (UNA). Souhaitant mettre en place un salaire standard par poste pour l'ensemble du secteur public, la loi relative l'emploi public, a pour volonté de mettre fin aux primes que les fonctionnaires perçoivent actuellement, et son approbation provoquerait selon certains économistes une perte considérable de pouvoir d'achat pour des milliers de fonctionnaires qui sont aujourd'hui le moteur de l'économie costaricienne. En plus de porter un coup à la fonction publique, le projet de loi également affecte par ricochet le secteur privé.

4. El Salvador

Le secteur des assurances a déboursé 105 MUSD d'indemnités en 2020, dont 79 MUSD relatifs à la Covid-19. Le secteur a aussi participé activement à la digitalisation des sociétés pour soutenir le télétravail. Le secteur des assurances représente 2,9% du PIB salvadorien et prévoit des relais de

croissance notamment dans le secteur automobile et des micro-assurances pour 2021.

Le déficit commercial a atteint 1,3 Md USD au premier trimestre 2021, en hausse de 36% g.a. Les exportations salvadoriennes ont pourtant augmenté de 10% sur la période, enregistrant notamment en mars un record historique avec 574 MUSD d'exportations. Les importations ont atteint 3,3 Mds USD au T1 2021.

5. Guatemala

Le Ministère de la justice a demandé le retrait de l'immunité de Jimmy Morales, Président de 2016 à 2020 et actuellement député du Parlement centroaméricain, pour avoir écarté la Commission internationale contre l'impunité (Cicig) du pays pour des raisons considérées comme arbitraires et personnelles. Entre 2007 et 2018, la Cicig a poursuivi et incarcéré des dizaines de personnalités politiques donc deux ex-présidents et de nombreux entrepreneurs pour des faits de corruption.

30% des appels d'offres émis sur la plateforme officielle et unique Guatecompras n'ont pas abouti en 2020 et 2021. De ce pourcentage, la moitié des offres a été annulée et l'autre moitié n'a pas reçu de réponse. Les institutions locales et ONG ont été les plus touchées par des annulations et/ou absence d'offres dues notamment à des erreurs de procédure mais aussi la défiance des postulants face au risque d'être impliqué dans des processus frauduleux. La plateforme publique a publié 242 000 appels d'offres entre 2020 et 2021, dont 38% relatifs aux achats de matériels de santé et hospitalier.

La Surintendance de l'administration fiscale (SAT) a annoncé avoir atteint 17,8 Mds GTQ (2,2 Mds USD) de collecte fiscale au premier trimestre 2021, soit 6,7% de plus que les prévisions et 24% de plus qu'au T1 2020. Environ 28% des impôts récoltés l'ont été grâce aux frais

et taxes douaniers et 72% *via* la collecte d'impôts domestiques. La SAT prévoit une collecte de 64 Mds GTQ pour l'année 2021.

6. Honduras

Selon plusieurs cercles de réflexion (ICEFI et Fosdeh), le plan de reconstruction national promu par le gouvernement sera difficile à mettre en œuvre. L'environnement politique instable, les accusations de corruption, les intentions américaines de passer outre les administrations locales pour le financement de projets et la crise économique devraient freiner les velléités des acteurs étrangers à participer à ce plan, qui ne présente par ailleurs pas jusqu'à présent la structure financière des projets.

Au premier trimestre, les transferts de fonds de migrants (*remesas*) ont augmenté de 29% g.a. pour atteindre 1,5 Md USD, soit l'équivalent de 20% du PIB sur la période. Cette forte hausse est principalement due au regain économique des Etats-Unis, d'où proviennent 90% des *remesas*. La base de comparaison est cependant biaisée car le 1^{er} trimestre 2020 a été marqué par une baisse historique due au début de la crise sanitaire. La Banque centrale prévoit une hausse de 4% pour l'année 2021.

7. Nicaragua

Le secteur industriel, *via* la voix de sa Chambre, a demandé au gouvernement une baisse de la facture énergétique. Malgré une première baisse de 10% du prix de l'électricité, l'énergie nicaraguayenne nationalisée reste la plus chère d'Amérique centrale, 1,5 fois plus chère en moyenne. Les industries demandent notamment un contact direct avec les producteurs d'électricité pour négocier les tarifs alors que le gouvernement reste opaque sur le prix d'achat auprès des fournisseurs d'énergie. Le mix énergétique du Nicaragua est actuellement

constitué de 80% d'énergies renouvelables et de 18% d'énergies fossiles.

8. Panama

La Banque BAC Credomatic adhère aux principes et valeurs de banque responsable. Issus de l'Initiative Financière du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, les principes d'une banque responsable permettent à une banque qui y adhère, de matérialiser et d'affirmer son engagement au service du développement soutenable et responsable d'un pays. Cette adhésion de la BAC marque alors la naissance au Panama et plus largement en Amérique centrale, d'un nouveau secteur bancaire durable, qui se positionne comme facilitateur d'un développement économique soutenable. Il faut savoir que depuis 2017, la BAC met en œuvre une stratégie de soutenabilité, en s'alignant sur les Objectifs du Développement Durable (ODD). La BAC a d'ailleurs été le premier groupe bancaire de la région à adhérer à l'alliance financière pour l'autonomisation économique des femmes, et a décaissé + 780 M USD de prêts aux entreprises à impact social et environnemental. En termes de gestion environnementale, la BAC dispose également de plusieurs certifications (ISO 50001 systèmes d'énergie au Costa Rica, ISO 14001 au Panama).

L'agence de notation Moody's prévoit une récupération de l'économie panaméenne après une « sévère contraction » en 2020. Après avoir qualifié de négatif le système bancaire, Moody's considère aujourd'hui que le secteur bancaire panaméen est redevenu stable. Même si l'agence s'attend à une nouvelle détérioration de la qualité des actifs au second semestre, une fois le moratoire sur les prêts levé, elle rappelle dans le même temps que les niveaux élevés de capitalisation et de liquidité seront les moteurs de la récupération économique du Panama. L'économie dollarisée du Panama permet en effet aux banques panaméennes d'avoir des

niveaux de capital plus élevés que leurs homologues régionaux.

La relance économique requiert 4 M USD d'investissements publics selon le Conseil National des entreprises privées (Conep). Le Conep a présenté à l'exécutif (Président de la République, Vice-président, et ministres) ses 47 propositions relatives à la reprise économique du Panama. Certaines de ces propositions requièrent la participation de l'Etat en tant que facilitateur des affaires et de l'investissement privé. En ce sens, selon le Conep, l'injection d'argent public dans l'économie est nécessaire. La mise en œuvre de ces propositions sera pilotée par une commission présidée conjointement par le secteur privé (Julio De La Lastra, président du Conep) et le Gouvernement (Ramón Martínez, Ministre du Commerce et de l'Industrie).

Malgré une chute de 4% de l'activité commerciale de la Zone Libre de Colon (ZLC) entre janvier et février, des signes d'optimisme apparaissent pour la zone franche. La ZLC reporte entre janvier et février, une activité de 2,433 Mds USD, dont 1,331 Mds USD de réexportations et 1,101 Mds USD d'importations. Néanmoins l'activité de janvier-février 2021 est meilleure que celle de l'année 2020, pour laquelle la ZLC a connu une baisse d'activité de 20,5% sur l'année entière. La ZLC prévoit pour 2021, quatre rondes d'affaires, la première a eu lieu en février et a compté un peu plus de 200 acheteurs. Le Costa Rica continue aujourd'hui d'être, en termes de valeur d'achats, le premier destinataire de la zone franche.

lieu dans le pays en 2022. Dans le cadre du sommet 2021 ayant lieu cette semaine en Andorre, le président Luis Abinader propose la création d'un fond de relance et de restructuration afin de former la base d'une alliance régionale pour le développement, et ainsi favoriser la relance économique. Au cours de son séjour, le président a rencontré le chef du gouvernement Espagnol, Pedro Sanchez, afin d'encourager les investissements espagnols non seulement dans le tourisme, mais aussi dans d'autres secteurs, tels que l'industrie manufacturière, la santé, l'éducation et les services.

2. Jamaïque

Le taux de chômage en Jamaïque a atteint 8,9% en janvier 2021, soit une augmentation de 1,5% par rapport à janvier 2020, où il était de 7,3%. L'institut de Statistiques de la Jamaïque, dans ces derniers chiffres, montre que la crise du COVID-19 continue d'impacter de manière négative le marché du travail. Le taux de chômage a d'ailleurs augmenté tant pour les hommes (+1,6%) que pour les femmes (+1,4%). Concernant plus particulièrement la catégorie des jeunes (14-24 ans), le taux de chômage atteint 22,8% (+3,8% d'augmentation). En termes de secteurs, l'industrie, le logement et la restauration, sont les plus touchés par le chômage (- 27 400 emplois).

Caraïbes

1. République Dominicaine

La République dominicaine assurera le secrétariat du XXVIIIe sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement, qui aura

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 21 avril 2021</i>
Costa Rica	233 498 Décès : 3 115
Cuba	97 967 Décès : 559
Guatemala	216 329 Décès : 7 309
Haïti	12 944 Décès : 251
Honduras	202 413 Décès : 4 976
Jamaïque	44 337 Décès : 744
Nicaragua	6 835 Décès : 181
Panama	361 678 Décès : 6 196
El Salvador	68 007 Décès : 2 086
République dominicaine	262 935 Décès : 3 441

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international